



CAADP



COMMUNIQUÉ DE LA 12^{ème} PLATEFORME DE PARTENARIAT DU PROGRAMME DÉTAILLÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AFRICAINE

« Financements innovants et partenariat renouvelé pour accélérer la mise en œuvre du PDDAA »

12- 14 avril 2016

Accra, Ghana

INTRODUCTION

1. La 12^{ème} réunion de la Plateforme de Partenariat (PP) du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) a été organisée par la Commission de l'Union Africaine (CUA) et l'Agence de Planification et de Coordination du NEPAD (Agence du NEPAD). La réunion a été accueillie par la République du Ghana et s'est déroulée du 12 au 14 avril 2016 à La Palm Beach Royal Hotel, à Accra, au Ghana.
2. La réunion de la Plateforme de Partenariat a été placée sous le thème: «financements innovants et partenariat renouvelé pour accélérer la mise en œuvre du PDDAA». Plus de 400 participants dont les représentants de la CUA, de l'Agence du NEPAD, des Communautés Économiques Régionales (CER), des organisations paysannes, des gouvernements, des institutions financières publiques et privées, des centres de recherche agricole, des Organisations de la Société Civile, du secteur privé, des organisations africaines des jeunes, des médias et des partenaires au développement ont pris part à la dite réunion. Parmi les hôtes de marques présents à la plate-forme de partenariat figurent S.E Olusegun Obasanjo, ancien Président de la République Fédérale du Nigeria et S.E. John Kufuor; ancien Président de la République du Ghana.
3. La 12^{ème} PP PDDAA avait pour objectifs d'identifier les besoins en matière de capacités et les partenariats requis à tous les niveaux pour financer la transformation de l'agriculture et faciliter la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo. La réunion de la plateforme de partenariat a été structurée autour de sept principaux sous-thèmes: (i) le financement des investissements agricoles en Afrique destiné à la réalisation des engagements de Malabo, (ii) le paysage du financement de l'agriculture et de l'environnement politique, (iii) l'accès inclusif au financement pour l'autonomisation des femmes et des jeunes, (iv) l'innovation en matière de prestation de services financiers, (v) le financement des chaînes de valeur, (vi) la gestion des risques agricoles et d'insécurité

alimentaire, et (vii) Le renouvellement des partenariats pour le développement accéléré.

4. Les quatre principaux résultats attendus pour la 12^{ème} PP PDDAA se présentent comme suit : (1) formuler des recommandations spécifiques à chaque sous-thème susceptibles d'orienter les efforts de la CUA et de l'Agence du NEPAD en matière de mobilisation de l'appui adéquat aux États membres, (2) coordonner les actions qui feront l'objet de suivi de la part de la CUA et de l'Agence du NEPAD, (3) Contribuer à l'amélioration du partenariat et mettre en relief les éléments clés de la structure de partenariat, et (4) apporter des informations sur le cycle d'examen biennal destiné au suivi des résultats.
5. Plusieurs événements parallèles ont été organisés dans la matinée du 12 avril 2016. Les participants de ces événements ont débattu de diverses questions et la meilleure manière d'accélérer la réalisation des objectifs de la Déclaration de Malabo.
6. La cérémonie d'ouverture a été marquée par des allocutions prononcées par les personnalités suivantes : Dr Ahmed Yakubu Alhassan, Vice-ministre de l'Alimentation et de l'Agriculture, République du Ghana ; Philip Kiriro, Président de la Fédération des Agriculteurs d'Afrique de l'Est, représentant le Président de l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO) ; M. Christoph Rauh, Directeur adjoint, Afrique sub-saharienne, Ministère Fédéral en de la coopération (BMZ) et Président du Groupe de Coordination des Partenaires au développement du PDDAA (DPCG), Dr Ibrahim Mayaki, Directeur de l'Agence du NEPAD et S.E Tumusiime Rhoda Peace, Commissaire du Département de l'Économie Rurale et de l'Agriculture de la Commission de l'Union Africaine.
7. Les allocutions d'ouverture ont porté sur l'importance que revêt la PP du PDDAA et son rôle dans la promotion des responsabilités collectives et mutuelles entre les partenaires du PDDAA (gouvernements, Communautés Économiques Régionales, secteur privé, société civile, bailleurs de fonds). Assurer la sécurité alimentaire et le développement de l'agriculture passe par des investissements publics colossaux dans les biens publics ainsi que d'importants financements privés et la participation du secteur privé. Il y a un changement de paradigme au niveau mondial qui se caractérise par l'engagement des petits exploitants agricoles du continent à produire pour le marché international d'où, la nécessité d'investir davantage pour répondre aux besoins de ce changement. L'Afrique ne peut obtenir des résultats que si elle innove collectivement. Il est par conséquent nécessaire d'innover et de créer des instruments financiers et de gestion des risques adaptés aux exigences spécifiques des États membres.

8. La cérémonie d'ouverture de la Plateforme de Partenariat a été marquée par le lancement du Prix Africain de l'Alimentation par S.E Olusegun Obansajo qui récompensera la meilleure performance en matière de réalisation des engagements de Malabo.
9. Les instruments du PDDAA qui interviendront dans la validation des instruments d'évaluation des PNIA et la réalisation de l'examen biennal de la mise en œuvre de la déclaration de Malabo ont été validés au cours de la Plateforme partenariat.

PRINCIPAUX MESSAGES

10. La Réunion de la Plateforme de Partenariat a souligné la nécessité de la création des liens cohérents entre les marchés régionaux pour assurer une coordination efficace des activités. Elle s'est aussi penchée sur les dimensions multisectorielles de l'agriculture et du développement rural. Le secteur public a la lourde responsabilité de créer un environnement propice pour la participation du secteur privé.
11. La réunion a réaffirmé le rôle prépondérant que doit jouer l'agriculture dans le développement de l'Afrique. En effet, l'agriculture doit servir de catalyseur pour les besoins des jeunes et des femmes. La réunion a par ailleurs relevé que la Déclaration de Malabo est un puissant mouvement politique pour l'industrialisation de l'agriculture africaine et le petit exploitant agricole, le fer de lance du secteur privé africain surtout les petites et moyennes entreprises.
12. Les délégués ont également fait remarquer que l'agriculture est une entreprise qui est un ensemble homogène d'exploitations et industries agricoles de formes variées.
13. La réunion a souligné la nécessité de la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo au niveau national par le truchement d'une plus grande coordination entre les différents secteurs du continent et des régions. Les États membres dissémineront la déclaration de Malabo dans les langues locales.
14. Les délégués ont mis en exergue la nécessité d'innover afin de pallier aux difficultés liées à l'accès aux produits financiers et de combler les lacunes qui existent au niveau de la prestation des services financiers. En matière de financement du développement, des politiques ont été mises en place et des efforts sont entrepris dans ce cadre. Toutefois, la prestation des services de financement demeure sans aucun doute le maillon faible.

RECOMMANDATIONS

15. S'agissant du financement des investissements dans l'agriculture africaine en vue de la réalisation des engagements de Malabo, la CUA, l'Agence du NEPAD, et les CER doivent identifier et traiter trois ou quatre défis ou atouts principaux associés à l'agriculture, et élaborer une stratégie détaillée qui prend en compte les perspectives continentales, régionales, nationales et locales afin d'assurer l'accélération de la mise en œuvre, de la coordination, de la complémentarité et du partenariat responsable dans l'ensemble du continent.
16. S'agissant de l'environnement financier et du paysage politique, les États Membres et les partenaires au développement doivent identifier les voies et moyens par lesquels le financement du développement pourra parvenir aux communautés locales de manière efficace et efficiente.
17. Accès inclusif aux financements en vue de l'autonomisation des femmes et des jeunes : créer dans le cadre de l'édition 2016 de l'année africaine des droits de l'homme avec une attention particulière aux droits des composantes susceptibles de répondre aux besoins des femmes et des jeunes, et particulièrement axée sur l'importance du titre foncier et de la pratique de l'agriculture en tant qu'entreprise pour la femme ; créer des opportunités d'investissement « smart » pour les jeunes en fonction de la promptitude du retour sur investissement, de la technologie et de l'innovation.
18. Les Communautés économiques régionales doivent travailler en étroite collaboration avec la CUA/l'Agence du NEPAD dans la définition de cadres de financement novateurs en vue d'assurer la mise en œuvre accélérée des priorités identifiées dans les PRIA et les PNIA.
19. Le secteur privé doit traduire l'engagement de Malabo en plans d'affaires bancables susceptibles d'attirer les ressources requises pour l'accélération de la mise en œuvre. Les États membres doivent créer un environnement propice aux investissements dans l'industrie agroalimentaire.
20. S'agissant de la prestation des services innovants : les acteurs doivent examiner la manière dont la révolution numérique au niveau des services financiers pourrait être utilisée pour recueillir les données nécessaires à la planification et à la gestion des risques.
21. S'agissant du financement de la chaîne de valeur, les acteurs doivent sensibiliser les petits exploitants agricoles ainsi que les Petites et Moyennes Entreprises (PME) sur les pratiques entrepreneuriales sur la manière de faire des affaires et améliorer des compétences entrepreneuriales.

22. S'agissant de la gestion des risques agricoles et d'insécurité alimentaire, les acteurs doivent aborder en collaboration avec les services nationaux de planification des données et les services financiers la question de la qualité des données en vue de réduire le coût unitaire d'investissement et créer des opportunités pour que ces investissements puissent être considérés comme un bien public. Les États membres doivent en mettre en place les infrastructures nécessaires, renforcer les capacités et créer un environnement propice à la gestion des risques afin de rendre les marchés plus attractifs.
23. S'agissant du Partenariat pour le développement accéléré : il faut structurer de nouveaux partenariats de manière à ce que le secteur privé explore la meilleure manière de s'appuyer sur les partenariats. Ceci permettra d'assurer la durabilité des partenariats à l'avenir, et créer des modèles de financement alternatif au fil du développement. Ces partenariats doivent être institutionnalisés pour renforcer la responsabilisation mutuelle

ETAPES SUIVANTES

24. La CUA et l'Agence du NEPAD faciliteront la conduite de l'Evaluation des Plan Nationaux d'Investissement Agricole et l'établissement du Mécanisme d'Examen Biennal.
25. La CUA, l'Agence de NEPAD, les CER, les États membres, les partenaires au développement et autres acteurs doivent conjuguer leurs efforts pour que tous les acteurs se conforment à la coordination, l'alignement, la reddition de comptes sur les résultats attendus et l'utilisation des ressources aux niveaux continental, régional et national.
26. La CUA et l'Agence du NEPAD faciliteront l'appui technique de la mise en œuvre de la nouvelle génération de PNIA à travers l'établissement de Réseaux Techniques. Les Réseaux Techniques permettront d'identifier les politiques, programmes et pratiques appropriés susceptibles d'accélérer la réalisation des engagements et cibles de la Déclaration de Malabo.
27. La CUA et l'Agence du NEPAD rendront compte des avancées réalisées au niveau de l'évaluation des PNIA, l'établissement des Réseaux Techniques et la création du Mécanisme Continental d'Examen Biennal, à la 13^e PP du PDDAA.
28. Les CER et les États Membres assureront la synergie et la cohérence au niveau des PNIA et PRIA mis à jour en vue d'assurer la coordination au niveau des Communautés Économiques.
29. Impliquer les parlementaires aux niveaux national et régional en vue de l'appui à la mise en œuvre de la Déclaration de Malabo à travers la législation, le processus de planification budgétaire ainsi que les efforts de plaidoyer en faveur du secteur agricole.

30. Les Partenaires au Développement appuieront la mise en œuvre du PDDAA au niveau continental, régional et national à travers des mécanismes appropriés ; y compris les modalités de financement innovantes s'appuyant sur l'approche multipartenariale.